

News Release

Secretary of
State for
External Affairs



Communiqué

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

92/57

TELLE QUE PRONONCÉE

ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

À

L'EMPIRE CLUB DE TORONTO

**TORONTO (Ontario)
Le 12 novembre 1992**

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Cette dernière décennie du XX^e siècle est déjà marquée par des changements et des bouleversements extraordinaires. Nous avons abordé les années 90 dans un esprit d'optimisme inspiré par la fin de la Guerre froide et l'effondrement du mur de Berlin. Les douze membres de la Communauté européenne (CE) se dirigeaient vers l'union politique, éliminant peut-être ainsi pour toujours la possibilité d'une guerre en Europe. Le premier assaut général sur les barrières commerciales et le premier à inclure les pays en développement - l'Uruguay Round de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) - était à deux doigts de la conclusion.

Aujourd'hui, à peine deux ans plus tard, comme le chaos s'installe dans ce vaste territoire qu'était autrefois l'Union soviétique, notre optimisme en a pris pour son rhume.

La Yougoslavie et la Somalie nous présentent chaque jour des horreurs en série, nous montrant que les gouvernements et les institutions ne réussissent pas à mettre fin aux tourments causés par les haines tribales. Les «douze», comme les membres de la CE se désignent, sont revenus aux querelles traditionnelles qui ont marqué leurs relations pendant des siècles. Et, en raison d'un différend de longue date entre les États-Unis et la France, l'Uruguay Round semble se diriger vers un échec, marginalisant économiquement les pays en développement et évoquant le spectre d'une récession mondiale encore plus longue et plus sévère.

En tant que ministre des Affaires extérieures qui participe à un combat quotidien pour établir la stabilité internationale qui permettra au Canada et aux autres pays de prospérer, je me sens parfois comme les Braves d'Atlanta doivent s'être sentis lorsqu'ils ont quitté Toronto : «Attendez à l'an prochain!»

Certains croient encore que si nous nous occupons tous de notre petit coin du monde, nous pouvons tous survivre et la vie continuera à son rythme prévisible. Cette théorie peut s'appliquer au petit nombre de gens qui vivent près du Pôle sud. Pour le reste d'entre nous, l'interdépendance des pays du monde est maintenant un fait établi.

Notre prospérité, en tant que Canadiens, dépend de notre capacité d'exporter, d'investir chez nous et à l'étranger et d'accueillir les investissements d'autres pays. Mais cette capacité est liée aux événements qui se produisent et aux attitudes qui prévalent de l'autre côté du globe.

Les Canadiens ne peuvent - en fait personne ne peut - échapper aux forces puissantes qui jouent actuellement dans le monde :

- un nationalisme exacerbé, qui accroît la xénophobie et le racisme;

- d'innombrables conflits ethniques existants ou en puissance;
- des pays dont les valeurs et les institutions démocratiques sont sous-développées, qui reconnaissent et respectent peu la règle de droit;
- des milliers d'armes - conventionnelles, nucléaires, chimiques - qui échappent souvent à tout contrôle sérieux en ce qui concerne l'entreposage et l'entretien ou la vente et l'exportation;
- des décennies pendant lesquelles l'environnement a été saccagé ou négligé - par endroits, la dévastation presque totale des rivières, du sol, des forêts et de l'air;
- par-dessus tout, d'importants déficits dans un grand nombre de pays, une économie fragile et le sous-développement dans d'autres, sources de chômage et d'inégalités économiques;
- tous ces événements peuvent entraîner une migration massive et incontrôlable de gens à la recherche d'un meilleur avenir.

En bref, c'est une situation qui risque d'exploser. Une situation qui a déjà amorcé la détérioration rapide de notre monde au cours de la présente décennie et qui peut entraîner une réaction en chaîne impliquant immédiatement le monde entier.

Les liens sociaux, économiques, politiques et environnementaux sont tellement universels qu'aucun pays ne peut rester à l'écart des événements mondiaux. Si ces problèmes sont aussi universels, nous ne pourrions trouver des solutions que par de nouvelles formes de coopération ou d'action globale pour protéger la stabilité mondiale, les idéaux fondamentaux et le bien-être des individus.

La coopération et l'action globale exigent toutefois un réexamen de principes fondamentaux comme le concept de la souveraineté nationale.

Beaucoup des sources de tension et de conflit découlent des violations des droits de la personne, de la persécution des minorités ou de la répression politique, qui sont souvent aggravées par des privations économiques. Ces questions étaient essentiellement d'ordre interne, mais elles intéressent maintenant toute la communauté internationale. En fait, elles doivent devenir une responsabilité partagée.

La souveraineté ne peut plus être absolue ni exclusive. Le monde est trop complexe pour permettre ce genre d'absolu. Au Cambodge, par exemple, la souveraineté et les éléments clés du gouvernement

sont temporairement séparés, alors que nous, en tant que participants à la Force des Nations Unies, nous livrons à la recherche précaire d'une solution aux indicibles atrocités du passé.

Il est un autre principe fondamental qui présente des difficultés dans le contexte actuel : le caractère inviolable des frontières nationales. Les frontières matérielles, imposées récemment dans bien des cas par les puissances coloniales, sont elles-mêmes causes de conflits internes, comme nous le voyons dans maintes parties de l'Afrique et, bien sûr, dans l'ex-Yougoslavie. Si nous voulons instaurer une stabilité durable dans le monde, nous devons maintenir le principe que les frontières ne peuvent être changées par la force, mais accepter qu'elles le soient pacifiquement. Tout nous fait défaut aujourd'hui, principes, précédents et mécanismes internationaux, pour rétablir les tracés sur les cartes géographiques autrement qu'avec une difficulté considérable.

Alors que la scène internationale s'élargit sans cesse, que se posent de nouveaux risques, que les centres du pouvoir se déplacent et que s'ouvrent de nouvelles possibilités, dans certains cas surprenants, le Canada a fait triompher sa propre vision de la voie à suivre dans le brouillard qui nous sépare de la stabilité et de la prospérité internationales.

Nous avons exprimé avec fermeté notre adhésion à quatre principes fondamentaux inspirés de valeurs que nous voulons universelles :

- premièrement, la promotion et la protection des droits individuels fondamentaux de la personne;
- deuxièmement, le développement des valeurs et des institutions démocratiques;
- troisièmement, l'établissement du «bon gouvernement», c'est-à-dire de la prise de décisions responsables par les gouvernements, appuyés par des administrations publiques attentives; et
- quatrièmement, le démantèlement des obstacles au commerce de manière à élargir la base de la prospérité mondiale.

Ces quatre principes recouvrent l'intention de promouvoir dans les autres pays un mode de vie qui non seulement reflète nos propres valeurs fondamentales canadiennes, mais qui constitue aussi la base de la prospérité pour l'avenir, ici et dans les autres pays.

Nous affirmons que ces éléments sont essentiels à la paix et à l'autosuffisance.

Certains contesteront l'idée que nous imposons notre propre idéologie occidentale, nos propres structures sociales et économiques, et nos usages politiques et judiciaires à des sociétés qui ne partagent pas nos traditions intellectuelles, notre expérience historique et nos réalisations économiques.

Nous n'avons pas l'intention d'imposer un modèle universel à tous les pays. Nous reconnaissons qu'il s'agit d'un processus graduel, d'une évolution.

Nous ne prétendons pas non plus que notre propre forme de démocratie parlementaire soit la solution universelle. Mais l'échec manifeste de l'idéologie soviétique, entre autres, nous mène plus que jamais à la conclusion qu'il faut encourager, voire exhorter les peuples du monde qui ont essayé sans succès d'autres systèmes à adhérer aux droits de la personne, aux valeurs démocratiques et aux marchés libres que nous avons établis, avec d'autres, au fil des décennies et même des siècles.

Pour atteindre nos objectifs, nous avons confirmé notre détermination d'appuyer et d'utiliser les organisations internationales plus efficacement. Les Nations Unies, libérées des vétos suffocants de la Guerre froide, subissent actuellement une revitalisation, et elles sont notre principal point de mire. Cela en soi ne constitue pas une nouvelle orientation de la politique étrangère canadienne. Le multiculturalisme est depuis longtemps un mantra des Canadiens.

Ce qui est nouveau, c'est la détermination que manifestent de plus en plus les autres pays de se servir des institutions multilatérales, ce qui les rend plus efficaces. C'est peut-être le plus grand changement que l'on observe dans le contexte mondial. Les conflits et l'insécurité ont toujours existé, de même que l'interdépendance, mais ce n'est que récemment que s'est manifestée dans le monde entier une volonté aussi forte d'agir par le biais des institutions multilatérales à propos de questions aussi diverses.

On est loin de mesurer le potentiel de cette volonté politique; il suffit de regarder un instant CNN pour s'en convaincre. Elle ouvre pourtant d'énormes possibilités pour la résolution des problèmes et le règlement des conflits par l'intermédiaire des Nations Unies et de bien d'autres institutions multilatérales.

L'ONU demeure la pierre angulaire du système politique mondial et l'instrument par excellence de la gestion des conflits. L'«agenda pour la paix», du Secrétaire général, premier examen général des objectifs de l'ONU depuis sa fondation, trace la voie à suivre pour l'ONU: diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix et établissement des conditions d'une paix durable.

C'est un programme ambitieux. Il correspond cependant à notre vision de l'avenir.

Le Secrétaire général estime -- et c'est aussi notre avis -- que la communauté internationale doit jouer un rôle plus actif et intervenir davantage pour prévenir et régler les conflits. Il insiste aussi sur la nécessité d'être réaliste face à la question de savoir jusqu'à quel point les Nations Unies peuvent répondre elles-mêmes au nombre grandissant des demandes relatives à l'utilisation de leurs ressources en matière de gestion des conflits.

Par exemple, entre 1945 et 1987, les Nations Unies ont organisé 13 opérations de maintien de la paix. Depuis 1987, elles en ont déjà établi 13 autres.

Or, les organismes des Nations Unies ne peuvent maintenir leur niveau d'engagement si leurs membres ne paient pas leur cotisation ou ne fournissent pas de ressources pour les mesures que l'ONU approuve.

De nombreux pays peuvent et doivent remplir leurs obligations envers l'ONU. L'un des premiers points que j'entends aborder avec la nouvelle administration des États-Unis est la question des cotisations à l'Organisation. À l'instar du Secrétaire général, nous avons invité d'autres pays à fournir leur part des troupes nécessaires au maintien de la paix internationale.

À l'heure actuelle, le Canada, qui se situe au 33^e rang dans le monde pour la population, fournit 10 p. 100 des effectifs de maintien de la paix de l'ONU dans le monde : 4 300 personnes sur 45 000. Les Canadiens sont déterminés à tenir leur rôle de chefs de file dans le maintien de la paix, rôle dont ils sont fiers à juste titre, mais l'expansion des opérations de maintien de la paix que nous envisageons nécessite une participation plus large.

L'importance accordée aux Nations Unies n'exclut pas le renforcement des organisations régionales. En fait, le Secrétaire général estime, et nous partageons son avis, que ces organisations peuvent appuyer le travail de l'ONU.

La conférence de Londres montre le rôle que peuvent jouer les organismes régionaux. S'il existe quelque espoir d'une solution rapide et pacifique dans cette région troublée, cette solution sera le résultat des négociations entamées en coopération par la CE et l'ONU. On pourrait former d'autres partenariats semblables pour régler des conflits dans d'autres régions.

Le Canada est exceptionnellement bien placé pour préconiser cette approche, étant membre de plusieurs organismes régionaux clés: la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE),

le Commonwealth, la Francophonie et l'Organisation des États américains (OEA). Il est également partenaire au Dialogue avec l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ANASE).

À toutes les tribunes, il faut traiter constamment les mêmes thèmes: démocratisation, respect des droits de la personne, saine gestion gouvernementale, règlement pacifique des différends et ouverture des marchés mondiaux.

Le règlement pacifique des différends exige également que l'on arrive à mieux limiter les moyens de conflit. Au cours de la dernière année, les États-Unis, l'ancienne Union soviétique et les autres puissances européennes ont réduit de façon substantielle leurs arsenaux nucléaires et conventionnels. Les États-Unis, la France et la Russie ont annoncé une suspension de leurs essais nucléaires.

Le Canada s'en tient fermement au programme détaillé de non-prolifération établi l'année dernière par le Premier ministre. Nous devons travailler avant tout à obtenir l'adhésion universelle au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et à faire proroger celui-ci indéfiniment lorsqu'il viendra à expiration en 1995.

Par une action multilatérale, les armes chimiques ont été interdites au terme de 20 ans de négociations ardues. La recherche de meilleurs moyens de contrôle des armes biologiques et des armes à toxines progresse.

Enfin, si vous me le permettez, je parlerai de notre détermination d'élargir les débouchés commerciaux du Canada. Il existe un lien étroit entre le développement démocratique et les réformes du marché dans les autres pays, d'une part, et notre propre prospérité économique, d'autre part.

Un exemple. Il y a trois ans, le Canada s'est joint à l'OEA, et est politiquement actif dans l'hémisphère à titre de membre de cette organisation. Le mouvement vers la démocratie observé dans presque tous les États membres, malgré certains reculs, correspond à une forte croissance économique dans la région, et à une forte croissance des liens commerciaux du Canada avec ces pays.

C'est ainsi qu'au cours des huit premiers mois de 1992, nos exportations vers l'Argentine ont augmenté de 79 p. 100; vers le Brésil, de 22 p. 100; vers les pays d'Amérique centrale, de 21,5 p. 100; vers la Colombie, de 96 p. 100; et vers le Mexique, de 108 p. 100. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que cette croissance est une source de nouveaux emplois pour les Canadiens. Si l'instabilité politique menaçait la démocratie dans ces pays, elle menacerait aussi un important facteur de croissance de l'emploi au Canada.

Dans une autre partie du monde, des entreprises canadiennes ont pris pied solidement sur les nouveaux marchés des pays de l'ex-Union soviétique, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Encore une fois, nos efforts persistants pour promouvoir la stabilité rapporteront d'importants avantages à notre pays.

Un emploi sur quatre au Canada est tributaire du commerce extérieur, et chaque augmentation d'un milliard de dollars des exportations entraîne la création de 15 000 nouveaux emplois. Le fait de créer des marchés stables dans le monde entier et d'éliminer les obstacles au commerce entre ces marchés rapporte des avantages directs au Canada et à Toronto.

C'est pourquoi nous restons acquis au libre-échange avec les États-Unis, à l'Accord de libre-échange nord-américain et à la conclusion de l'Uruguay Round.

Sans aucun doute, une guerre commerciale entre les États-Unis et l'Europe porterait un coup dévastateur au GATT et à la prospérité mondiale. Nous en sentirions, vous et moi, très rapidement les effets.

Le Canada est bien placé, non seulement pour survivre, mais pour exceller dans ce nouveau monde des années 1990. Jouissant du taux d'inflation le plus bas des pays du Groupe des Sept (G-7), de coûts de main-d'oeuvre à la baisse, d'une productivité à la hausse et de conditions monétaires favorables, le Canada détient tous les atouts pour réussir dans un climat mondial compétitif.

Nous nous emploierons vigoureusement à ce que ces avantages, acquis grâce aux politiques de notre gouvernement et grâce au labeur et aux sacrifices de nombreux Canadiens, ne soient pas réduits à néant par les tactiques économiques téméraires dont nous sommes témoins depuis quelques semaines.

Certes, cette tension commerciale n'est pas une digression, mais ce n'est pas non plus la conclusion sur laquelle je veux vous laisser aujourd'hui. J'ai commencé par décrire la turbulence internationale dans laquelle nous nous trouvons, puis j'ai fait remarquer que les perspectives étaient meilleures en raison du surcroît d'intérêt pour les solutions multilatérales, la démocratie et la réforme du marché dans le monde.

Comme moi, vous pouvez observer ces phénomènes et en sentir les effets. L'histoire se déroule sur CNN, au moment où je vous parle; les marchés commerciaux déterminent la richesse des nations et de leurs citoyens, pendant que nous prenons notre déjeuner.

Dans un monde où l'histoire se déroule sur nos écrans de télévision, et en marche rapide encore, la politique étrangère n'est plus une préoccupation lointaine d'une élite; elle est

plus personnelle et plus directe. Ce qui arrive à Kiev, à Sarajevo, à Mogadishu, à Hong Kong et en Cisjordanie touche tous les Canadiens, influe sur notre vie familiale et les attitudes de nos enfants envers les autres races et les autres cultures, modifie la vision qu'ont nos enfants de leur place dans le monde, influe sur nos gagne-pain et, surtout, met nos valeurs à l'épreuve.

Dans un tel monde, il est plus important que jamais de faire preuve de persévérance et de constance pour défendre nos valeurs et élargir nos horizons. Le Canada n'est pas une superpuissance économique ou militaire, mais, sur les questions capitales - maintien de la paix, contrôle des armements, aide à l'ex-Union soviétique, environnement, revitalisation de l'ONU, ouverture de débouchés commerciaux - je puis vous certifier que notre pays ne joue pas seulement son rôle, mais qu'il ouvre souvent la voie.

L'histoire, au cours de la présente décennie, la dernière du siècle, requiert nos ressources comme individus et comme pays si nous voulons que nos perspectives se réalisent. Je veux vous assurer que votre ministre des Affaires extérieures, votre premier ministre, votre pays n'assisteront pas passivement à l'histoire, mais qu'ils vont en infléchir le cours, dans notre intérêt à tous.